



Les États-Unis assassinent un général de haut rang iranien et 4000 soldats se préparent à intervenir en Irak

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 04 janvier 2020

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [IRAK](#)

L'assassinat ciblé du commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), le général Qasem Soleimani, à l'aéroport international de Bagdad, tôt vendredi matin, a fortement intensifié la spirale du conflit entre les États-Unis et l'Iran, mettant le déclenchement d'une nouvelle guerre catastrophique au Moyen-Orient en état d'alerte instantanée.

Les médias irakiens et libanais, ainsi que les responsables du mouvement de la milice chiite irakienne, ont rapporté qu'une frappe de missile américain a tué Soleimani après qu'il ait débarqué d'un avion qui l'avait amené en Irak depuis la Syrie ou le Liban. Abu Mahdi al-Muhandis, le commandant en second des Forces de mobilisation populaire (FMP), la puissante coalition des milices chiites irakiennes, a également été tué lors de cette attaque.

Le Pentagone a publié une déclaration dans laquelle il revendique la responsabilité de cet assassinat: «L'armée américaine a pris des mesures défensives décisives pour protéger le personnel américain à l'étranger en tuant Qasem Soleimani, le chef du Corps des gardiens de la révolution iraniens - la Force al Quds, une organisation désignée terroriste étrangère par les États-Unis.»



Le général Qassem Soleimani, garde de la révolution, au centre, assiste à une réunion à Téhéran, en Iran. (Bureau du Guide suprême iranien via AP)

Pour sa part, les Gardiens de la Révolution iraniens ont confirmé l'assassinat, en déclarant aux médias iraniens que «le commandant suprême honoré de l'Islam Soleimani a été martyrisé lors d'une attaque par des hélicoptères américains.»

Soleimani est une figure majeure au sein de l'armée iranienne depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak de 1980-88. En tant que chef de la Force Quds, il a joué un rôle central dans la défaite des milices liées à Al-Qaïda et soutenues par les États-Unis, lâchées par Washington et ses alliés contre le gouvernement du président Bachar al-Assad en Syrie, et il a ensuite aidé à diriger les milices irakiennes dans la mise en déroute de l'Etat islamique (EI). Bien qu'il ait été mentionné comme candidat possible à la présidence iranienne, il a rejeté toute candidature, insistant pour dire qu'il servirait son pays en tant que soldat.

Il était bien connu des responsables et des commandants militaires américains qui avaient engagé des communications indirectes avec le général iranien depuis la collaboration de Téhéran avec Washington lors de l'invasion américaine de l'Afghanistan en 2001.

L'assassinat a eu lieu alors que le Pentagone envoyait 750 autres parachutistes américains au Moyen-Orient, tandis que 4000 autres ont été placés en état d'alerte élevé pour être déployés dans la région.



Les Marines américains se préparent à se déployer à partir du Koweït (photos du corps des Marines américains par le Sgt Robert G. Gavaldon via AP)

Ce déploiement fait suite à la prise d'assaut de l'ambassade américaine à Bagdad par des manifestants irakiens cette semaine, un acte de colère populaire contre le militarisme américain que Washington a imputé à l'Iran.

Le secrétaire à la défense Mark Esper a déclaré jeudi qu'il y avait des «indications» selon lesquelles l'Iran prépare des «attaques supplémentaires» contre les forces ou les intérêts américains dans la région et que Washington était prêt à «prendre des mesures préventives» s'il recevait «des nouvelles d'attaques ou une quelconque indication.»

«La donne a changé», a dit Esper. «Est-ce que je pense qu'ils pourraient faire quelque chose? Oui, et ils vont probablement le regretter.»

Ainsi, l'impérialisme américain s'est arrogé le «droit» de lancer non seulement des assassinats, mais aussi des attaques militaires dévastatrices contre l'Iran, en prétendant qu'il agit pour «prévenir» les rumeurs ou les menaces inventées par n'importe quelle entité du Moyen-Orient que Washington considère comme un «mandataire» des iraniens. Cette catégorie s'étend des milices chiites irakiennes au mouvement politique de masse du Hezbollah au Liban et à sa milice, en passant par le Hamas, le parti islamiste qui gouverne le territoire de Gaza occupé par Israël.

Mardi, l'ambassade américaine à Bagdad a été assiégée par des milliers de manifestants indignés par les frappes aériennes américaines du 29 décembre contre les bases en Irak et en Syrie de Kata'ib Hezbollah, une milice chiite irakienne. Les bombardements, effectués par des chasseurs F-15E américains, ont tué 25 des membres de la milice et en ont blessé au moins 55 autres.

Le gouvernement Trump a affirmé que les frappes aériennes étaient des représailles pour une attaque de missiles sur la base militaire K-1 en Irak, à l'extérieur de Kirkuk, au cours de laquelle un personnel civil américain a été tué. Bien que Washington ait accusé le Hezbollah Kata'ib d'être responsable de l'attaque, il n'a présenté aucune preuve de sa responsabilité.

Les manifestants, dont de nombreux membres et sympathisants de la milice, avaient marché sur l'ambassade, située dans la Zone verte fortement fortifiée de Bagdad, après les funérailles des combattants de la milice tués, ce qui avait fait descendre des milliers de personnes dans les rues de la capitale irakienne.

Ils ont escaladé le mur qui entoure l'ambassade américaine et l'ont assiégée, en lançant des cocktails Molotov et des pierres. Le complexe de l'ambassade, la plus grande installation diplomatique américaine au monde, s'étend sur plus de 42 hectares sur le Tigre et, à son point culminant en 2012, a abrité 16.000 employés américains, une continuation de facto de l'occupation américaine qui a officiellement pris fin en 2011.

Les manifestants ont réussi à prendre d'assaut l'entrée principale du complexe, mettant le feu à une cabine de garde et à deux salles de réception. Les photographies publiées par *Associated Press* mercredi ont montré les intérieurs carbonisés de ces zones de l'ambassade, avec des meubles et des fenêtres brisés et de la fumée qui s'élevait encore des ruines.

Les murs de l'enceinte de l'ambassade ont été laissés couverts de graffitis, dont des slogans tels que «Ambassade des États-Unis fermée sur ordre du peuple» et «Mort à l'Amérique et à Israël».

Les Marines américains qui gardaient l'intérieur de l'ambassade ont tiré en permanence des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des coups de semonce pour tenter de disperser les manifestants. Des hélicoptères d'attaque Apache tournoyaient dans l'air en tirant des fusées éclairantes vers la foule dans ce qui a été décrit comme une «démonstration de force».

Alors que les frappes aériennes du 29 décembre se voulaient une démonstration de la puissance américaine et un coup porté à la milice Kata'ib du Hezbollah, la réponse populaire exprimée lors du siège de l'ambassade a mis à nu l'immense crise de la politique de Washington en Irak et dans toute la région.

Les foules de manifestants n'ont pu atteindre et entrer dans l'ambassade que parce que les troupes d'élite antiterroristes irakiennes formées par les États-Unis et déployées pour protéger la Zone verte, qui abrite également des bâtiments gouvernementaux, d'autres ambassades et des villas de l'oligarchie irakienne, n'ont offert aucune résistance.

L'événement met également en évidence le rôle prédominant joué dans le gouvernement irakien et ses forces de sécurité par les milices chiites- dont beaucoup sont issues de la lutte contre les troupes américaines à la suite de l'invasion criminelle de l'Irak par les États-Unis en 2003 - organisées sous l'égide des Forces de mobilisation populaire (FMP). Cela était déjà devenu clair en 2014, lorsque l'État islamique (EI) a pu envahir environ un tiers de l'Irak après l'effondrement des forces de sécurité formées par les États-Unis, et que la principale opposition a été montée par les forces qui seraient organisées pour former les FMP.

Le gouvernement Trump fut furieux du fait que parmi les personnes présentes à la manifestation à l'ambassade se trouvaient Faleh al-Fayyadh, le chef en titre du PMF, qui est également le conseiller à la sécurité nationale du pays, Hadi al-Amiri, l'ancien ministre des transports et chef des Brigades Badr, l'une des plus importantes milices au sein du PMF, et d'autres membres éminents des factions parlementaires liées aux milices chiites.

Tous les principaux dirigeants du gouvernement irakien, y compris le président, le Premier ministre et le chef du parlement, ont dénoncé les frappes aériennes américaines comme une violation de la souveraineté irakienne. Le Premier ministre irakien Abdul Mahdi, qui dirige un gouvernement intérimaire après avoir démissionné face aux protestations de

masse contre le chômage, les inégalités sociales et la corruption gouvernementale qui ont balayé le pays depuis octobre dernier, a qualifié les frappes d'«agression brutale inacceptable» contre une milice considérée comme faisant partie des forces armées irakiennes et a mis en garde contre ses «conséquences dangereuses». Il a décrit avoir été informé par le secrétaire américain à la Défense Esper de l'imminence des bombardements peu avant leur lancement et l'avoir supplié, sans succès, de les annuler.

Le président du pays, Barham Salih, qui a également condamné l'attaque américaine, a décrit une conversation similaire avec un représentant diplomatique américain.

Alors que Trump a lancé mercredi un tweet remerciant Abdul Mahdi et Salih pour leur «réponse rapide» à la demande de Washington de sécuriser l'ambassade, la force antiterroriste irakienne formée par les États-Unis et chargée de protéger la Zone verte a publié une déclaration très explicite aux médias niant avoir reçu l'ordre de protéger «toute entité».

Alors que l'ambassadeur américain avait rencontré ces personnalités au cours des derniers mois, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a lancé un tweet de colère, comprenant une photo de quatre d'entre elles, les qualifiant de «terroristes».

Les manifestants ont quitté la Zone verte en scandant «Ouais, on les a cramés» après que les chefs de milice leur eurent dit qu'ils avaient atteint leur but et qu'une loi serait présentée au Parlement irakien exigeant l'expulsion de toutes les troupes américaines du pays.

Bien que des propositions similaires aient été introduites par le passé sans succès, la crise actuelle pourrait bien avoir produit les conditions pour l'approbation d'une telle mesure. Les dirigeants d'un certain nombre de blocs au sein de l'assemblée législative irakienne ont manifesté leur soutien à la fin de la présence militaire américaine.

Selon les chiffres du Pentagone, quelque 5000 militaires américains en uniforme sont déployés en Irak, ainsi qu'un nombre inconnu - sans doute supérieur à ce chiffre - d'entrepreneurs militaires civils. Leur présence dans le pays a été justifiée au nom de la «guerre contre l'EI», dans laquelle les États-Unis ont joué un rôle massivement destructeur, réduisant Mossoul, auparavant la deuxième ville d'Irak, ainsi que plusieurs autres centres urbains de la province d'Anbar, en décombres et tuant des dizaines de milliers de personnes.

Ayant été écrasé l'EI, Trump a avoué au début de l'année dernière qu'ayant «dépensé une fortune pour construire cette incroyable base» en Irak, Washington devrait la garder pour «surveiller» l'Iran. Cette remarque a été rapidement réprimandée par le président irakien, qui a déclaré que la constitution irakienne «ne permet pas que notre territoire [...] soit utilisé contre nos voisins» et que Bagdad ne voulait pas «faire partie d'un axe».

Si le Parlement irakien devait voter une loi ordonnant la fin de la présence militaire américaine en Irak, il n'est pas du tout certain que Washington retirerait ses troupes. La poursuite de l'occupation américaine, initiée par une invasion non provoquée et criminelle, amorcerait une nouvelle étape dans la guerre prolongée qui a dévasté la société irakienne.

Alors que Washington se présente comme la victime d'attaques de missiles et d'une invasion d'ambassades, les conflits et les tensions qui continuent à sévir au Moyen-Orient

sont le produit de décennies d'agression militaire américaine et de sanctions économiques paralysantes contre l'Irak, l'Iran et la Syrie, qui ont fait bien plus d'un million de victimes.

Cela a culminé avec l'abrogation, l'an dernier, par l'administration Trump, de l'accord nucléaire de 2015 entre Téhéran et les grandes puissances mondiales, suivie du lancement d'une campagne de «pression maximale» visant à réduire à zéro les exportations de pétrole iranien et à affamer la population iranienne pour qu'elle accepte le changement de régime et l'installation d'un gouvernement fantoche américain.

L'imprudence et la criminalité qui caractérisent les actes de Washington contre l'Iran ne sont pas un signe de force, mais plutôt l'expression des tensions sociales profondes, de l'instabilité économique et de la crise politique qui saisissent le capitalisme américain, que l'oligarchie financière au pouvoir cherche à détourner vers l'extérieur dans une explosion de violence militaire.

Une guerre contre l'Iran éclipserait l'effroyable effusion de sang de la guerre en Irak lancée en 2003, impliquant la région toute entière et toutes les grandes puissances, y compris les «grandes puissances» rivales de l'impérialisme, la Russie et la Chine, mettant l'humanité face à la menace d'une troisième guerre mondiale nucléaire.

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWWS, le 3 janvier 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](http://wsws.org), 2020

Articles Par : [Bill Van Auken](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca